

CONT@CT



Bulletin / Mitteilungen

NEUE HELVETISCHE GESELLSCHAFT – TREFFPUNKT SCHWEIZ
RENCONTRES SUISSES – NOUVELLE SOCIÉTÉ HELVÉTIQUE
INCONTRI SVIZZERI – NUOVA SOCIETÀ ELVETICA
NUOVA SOCIETÀ ELVETICA – SOUNTRADA SVIZRA

Chers membres des Rencontres Suisses/Nouvelle Société Helvétique,

L'actualité nous bouleverse au quotidien : catastrophes naturelles, révolutions, chutes de despotes se suivent à un rythme accéléré nous laissant impuissants à intervenir. Nous sommes simplement admiratifs devant ces populations qui se révoltent contre la corruption, l'immobilisme politique, les injustices sociales et rêvent de démocratie.

D'ailleurs nos préoccupations sont assez éloignées de ces drames, car lorsque l'on demande à notre population ce qui la préoccupe, le chômage, le système de santé, la sécurité, la problématique liée aux étrangers et aux relations avec l'Union européenne figurent en tête de la liste de leurs craintes.

Celles-ci sont malheureusement exploitées par un populisme croissant, observable dans l'ensemble du monde occidental. La démocratie libérale demeure certes le moins mauvais des systèmes politiques, mais les politiciens ont besoin d'électeurs et les médias d'abonnés et de lecteurs; alors, on dramatise à tout-va, en donnant une dimension émotionnelle à tout ce qui s'y prête.

Il est dès lors indispensable que nous veillions au grain et ne restions pas insensibles à ce qui pourrait fragiliser notre démocratie alors que des populations entières risquent leur vie dans l'espoir d'avoir accès un jour à des droits civiques tels que nous les concevons.

Nous allons dès lors aborder deux sujets qui jouent un rôle grandissant dans le fonctionnement de nos institutions politiques : l'argent et les nouveaux médias sociaux et électroniques :

Lors de notre prochaine Assemblée des délégués du 29 juin à Berne, nous aurons un vaste débat sur « la démocratie est-elle achetable ? »

En effet, les élections de cet automne semblent devoir être les plus chères de tous les temps. Quelle influence l'argent joue-t-il à travers des campagnes d'affichage, une publicité massive, des lobbys puissants et très présents, sur les élections et les votations? Comment assurer l'égalité de chances, une information objective dans ces conditions ? Comment notre démocratie directe va-t-elle évoluer ?

Ce sujet préoccupe beaucoup de monde et il est question que notre ministre de la justice, Simonetta Sommaruga soit notre oratrice d'honneur au côté du professeur Kriesi grand spécialiste en la matière (voir le programme en fin du bulletin).

Face-book, les portables ont eu une influence considérable sur le déroulement des soulèvements en Afrique du Nord. L'Internet participatif et collaboratif est à l'origine de cette révolution. En donnant le pouvoir à l'utilisateur, qui peut désormais s'exprimer avec facilité et sans contrôle, Internet est devenu un véritable champ de bataille pour tout acteur micro- comme macro-économique. Nous pensons consacrer un débat et une publication à ce vaste sujet qui va également influencer l'exercice de notre démocratie directe.

Enfin, nous voulons également faire la fête. Nous allons en effet célébrer cet automne le 250^e anniversaire de la « Société helvétique » née dans les années 1861. De nouveaux membres sont entrés au comité (voir liste du comité en page 14 et participent activement à la poursuite de notre volonté de dialogue. Gageons qu'avec ces nouvelles forces notre société a de beaux jours devant elle.

Christiane Langenberger-Jaeger

Liebe Mitglieder der Neuen Helvetischen Gesellschaft,

Die Aktualität erschüttert uns tagtäglich mit Katastrophen, Revolutionen, Sturz von Tyrannen in einem wachsenden Tempo und lassen uns machtlos zuschauen. Wir bewundern einfach die Bevölkerungen, die sich gegen Korruption, politischer Hemmungen, sozialen Ungerechtigkeiten auflehnen und von Demokratie träumen.

Unsere eigenen Sorgen liegen allerdings weit weg von diesen Dramen, denn laut letzten Umfragen beunruhigt vor allem die Arbeitslosigkeit, die Gesundheitspolitik, die Sicherheit, Probleme mit Ausländern und unsere Beziehungen zur EU unsere Bevölkerung.

Diese Ängste werden leider von einem wachsenden Populismus geschürt, der übrigens auch in den abendländischen Ländern zu beobachten ist. Unsere liberale Demokratie ist sicher das am wenigsten schlechte politische System, aber Politiker brauchen Wähler und Medien Abonnenten und Leser; es wird dramatisiert und vieles emotional geschürt.

Deshalb ist es notwendig, dass wir nicht gleichgültig einer Entwicklung zuschauen, die unsere Demokratie schwächen könnte, während Bevölkerungen ihr Leben opfern wollen in der Hoffnung einmal Zugang zu staatsbürgerlichen Rechten, wie wir sie kennen, zu erhalten.

Demzufolge wollen wir zwei Themen aufgreifen die einen wachsenden Einfluss auf unsere politischen Strukturen haben: Geld und die neuen sozialen Medien.

Im Zusammenhang mit unserer nächsten Delegiertenversammlung: Debatte zur Thematik « Ist unsere Demokratie käuflich ? » durchführen.

Die kommenden nationalen Wahlen werden voraussichtlich die teuersten aller

Zeiten werden. Welchen Einfluss spielt das Geld dank massiven Publizitäten, in Medien und Plakaten, mächtigen Lobbys auf Abstimmungen und Wahlen? Wie können wir gleiche Chancen, eine objektive Information unter diesen Umständen sichern? Wie wird sich die Ausübung unserer direkten Demokratie entwickeln?

Diese Thematik bekümmert viele Leute und eine Kommission des Ständerates verlangt in einer Motion die Offenlegung der Finanzen bei Abstimmungskampagnen. Prof. Hanspeter Kriesi, ein Kenner in dieser Materie, wird einer der Referenten unseres Abends sein. (Siehe unser Programm in diesem Bulletin)

Facebook, Handys haben einen riesigen Einfluss auf die Entwicklung der Aufstände in Nordafrika gehabt. Das Internet, als partizipatives Instrument gab der Revolution einen markanten Impuls. Indem es dem Benutzer die Fähigkeit gibt sich einfach und ohne Kontrolle zu äussern, ist es zu einem Schlachtfeld aller Beteiligten, sei es auf Makro- wie Mikroebene, geworden.

Wir wollen deshalb eine Debatte und eine Publikation diesem Thema widmen welches ja auch auf die Ausübung unserer direkten Demokratie einen Einfluss haben wird.

Schliesslich wollen wir uns auch Zeit zum feiern geben. Unsere « Helvetische Gesellschaft » ist dieses Jahr 250 Jahre alt. Das können wir unmöglich auslassen. Neue Mitglieder sind in unseren Vorstand eingetreten (siehe Seite 14 und sie beteiligen sich bereits sehr aktiv an unserem Willen, den Dialog aufrecht zu erhalten. Mit diesen neuen Kräften können wir uns auf unsere Zukunft freuen.

Christiane Langenberger-Jaeger

RENCONTRES SUISSES – NOUVELLE SOCIÉTÉ HELVÉTIQUE

Groupe de Genève

Compte rendu de la conférence prononcée, le 19 janvier 2011, par le Professeur Pascal Sciarini, de l'Université de Genève, sous le titre « OUVERTURE VS FERMETURE : LE NOUVEAU CONFLIT DE LA POLITIQUE SUISSE (ET GENEVOISE) ». Ce titre, qui résume le problème le plus important auquel fait face la Suisse actuelle, aux yeux du conférencier, va être détaillé en trois parties : définition, origine historique et emprise géographique.

1.- de quoi s'agit-il ?

Le conflit « ouverture vs fermeture » – ou clivage – qui divise la population suisse oppose les tenants d'une Suisse traditionaliste, conservatrice, prônant « l'Alleingang » et réticente, pour le moins, à la coopération internationale (position défendue par l'UDC) et les partisans d'une Suisse ouverte sur l'extérieur, solidaire et généreuse, acceptant la mondialisation dont notre pays doit et peut relever les défis.

2.- d'où vient-il ?

Un tel affrontement n'est pas exclusif de la Suisse ni nouveau, mais il prend de l'importance et porte à conséquence car il pose la question de l'identité collective du pays à l'avenir.

Dans le passé déjà, la Suisse a été divisée, sinon déchirée par des clivages nés d'oppositions religieuses, de lutte des classes ou de divergences d'intérêts entre villes et campagnes ; les premières sont nées de la création de l'Etat moderne ; les deux autres sont issues de l'industrialisation, laquelle a souligné les différences de statut social, mis en évidence le développement décalé des villes et des campagnes et conduit à la division des partis entre gauche et droite.

Tout au long du XIXe siècle, ces clivages sont restés relativement stables, ce qui a conduit à parler de « gel des partis ». Progressivement, le clivage religieux a perdu de son importance, sauf pour certains enjeux médico-sociaux ; le clivage de classes a perduré, se manifestant dans les revendications pour plus de justice sociale, le développement de l'Etat social et, en général, pour un rôle accru de l'Etat.

Actuellement, on se trouve dans une phase de grande instabilité, née de l'apparition de phénomènes nouveaux, tels que le nationalisme et la xénophobie, la vague verte, l'ouverture internationale de la Suisse, cette dernière provoquant des réactions de rejet, thème de cet exposé « ouverture vs

fermeture ». Ce clivage est devenu une dimension clé de la politique suisse, que manifeste la montée en puissance de l'UDC. On a dès lors affaire à l'affrontement de deux identités collectives :

- une Suisse ouverte sur l'international, solidaire, avide de mobilité et prête au changement,
- une Suisse repliée sur elle-même et sur la défense de ses institutions considérées comme intouchables, craignant la nouveauté.

Une date significative à cet égard est celle du 6 décembre 1992 où a été refusé le projet d'adhésion de la Suisse à l'EEE. D'autres votations ont, depuis lors, manifesté ce clivage, devenu d'autant plus évident que les questions posées au peuple suisse touchant le domaine international ont été nombreuses (lois sur l'asile et les étrangers, adhésion à l'ONU, envoi de soldats suisse à l'étranger, etc.. ; de 1992 à aujourd'hui, on dénombre 9 votations « européennes » en Suisse, ce qui constitue un record par rapport aux autres pays d'Europe !).

En matière de politique interne, le clivage gauche-droite reste dominant, sous la forme d'une coalition de centre droit, sauf dans les votes d'ouverture où l'UDC se positionne contre les autres partis.

Cet espace politique bi-dimensionnel – ouverture vs fermeture – est une conséquence de l'internationalisation des relations interétatiques et de la globalisation de l'économie :

- l'interdépendance croissante des Etats diminue la marge de manœuvre de chacun d'entre eux, ce qui choque les nostalgiques de l'indépendance souveraine de la Suisse, garante de l'autonomie de ses décisions ;
- la globalisation, avec l'augmentation des flux migratoires qu'elle génère, entraîne le brassage des cultures, ce qui met au défi les identités nationales, notamment suisse, et stimule une réaction fondamentalement négative face aux grandes puissances, ren-

dant difficile une identité positive d'ouverture vers les autres.

Pour qu'il y ait véritable clivage, il faut la réunion de trois conditions : une opposition normative parmi les citoyens, différents groupes identifiables socio-culturellement et des formations politiques pour mobiliser ces différences en clivage et rendre manifestes celles-ci. Toutes ces conditions sont remplies en Suisse : il y a débat sur la norme, on peut localiser les partisans de la fermeture (anciennes classes moyennes, classe ouvrière/milieux populaires, pour lesquels l'ouverture représente un danger, une menace) et ceux de l'ouverture (nouvelles classes moyennes – professions libérales, élites intellectuelles- qui voient l'ouverture comme un gain économique et culturel) ; il y a donc une opposition entre perdants et gagnants de l'ouverture, avec recomposition des classes socio-politiques : l'UDC regroupe ancienne classe moyenne, paysans et ouvriers ; en face d'elle se situent socialistes et Verts, tandis que radicaux-libéraux sont moins unanimement profilés.

3.- quelle est la géographie de ce clivage ?

Historiquement et sur le plan électoral, ce clivage est d'abord apparu dans les cantons alémaniques religieusement mixtes, où les trois anciens clivages étaient en bonne partie pacifiés quand ont surgi des thèmes nouveaux – nationalisme, environnement – qui ont favorisé la nouvelle opposition entre ouverture et fermeture.

Le deuxième terrain de l'UDC a été celui des cantons catholiques, notamment ceux de Suisse centrale. Enfin, l'UDC a cherché à s'étendre dans les cantons romands religieusement mixtes : Genève, Vaud, Neuchâtel, ainsi qu'à Bâle-Ville ; le terrain était censément moins favorable, l'UDC y a néanmoins fait une progression remarquable entre 2003 et 2007.

A noter que ce clivage ne joue pas identiquement entre élections et votations fédérales, ni entre villes et campagnes : le vote de fermeture est plus présent dans les campagnes et, paradoxalement, dans les cantons hébergeant peu d'étrangers.

qu'en est-il plus particulièrement à Genève ?

On y a connu le mouvement « Vigilance », dans les années 1970, qui est monté très vite et redescendu de même ; il s'en est suivi une période de quelque vingt ans sans mouvement d'extrême droite jusqu'à l'arrivée de l'UDC et la naissance du Mouvement des citoyens genevois (MCG), en parallèle ce qui est une anomalie en Suisse (au Tessin, il y a un équivalent du MCG, La Lega, mais pas d'UDC) ; ces deux mouvements genevois ont la même position étroite à l'égard des étrangers, mais le MCG s'est plus particulièrement focalisé sur les frontaliers et recrute surtout dans les communes frontalières.

et en Suisse ?

La Suisse n'est pas un cas à part : un tel conflit se retrouve dans tous les pays européens, sauf peut-être en Grande-Bretagne et en Allemagne, et s'explique par la crainte face au changement, à l'ouverture ; mais c'est peut-être chez nous que le clivage est le plus fort et le plus durable pour la raison historique que la Suisse s'est construite contre l'extérieur ; il est dès lors difficile de changer une telle mentalité, nourrie de mythes et cimentée par la menace que représentent les autres, d'autant plus que l'UDC accentue ce clivage en introduisant la problématique ouverture vs fermeture dans beaucoup de sujets de politique interne. Face à ce conflit, il y a deux types de réaction : accepter que les tenants de l'ouverture aient des liens avec ceux qui prônent la fermeture, concluent avec eux des alliances circonstancielles, notamment électorales, et ceux qui refusent tout compromis avec leurs opposants. A noter que les alliances contre nature (UDC et socialistes, par ex.), même si elles se multiplient, restent marginales (deux tiers des votants restent stables dans leur allégeance politique), plus en tout cas que ce que la presse le fait penser ; mais elles témoignent de ce qu'il devient difficile de gouverner avec autant de partis représentés au gouvernement.

compte rendu rédigé par Corinne de Tschanner et approuvé par le conférencier, Genève janvier 2011

Romandia e citads encunter tschels – Il senn d'ina votaziun embarassanta

«Le Röstigraben, mais aussi un puissant clivage villes-campagnes»: Uschia resumescha «Le Temps» (Genevra) dals 29 da november la charta geografica vaira sgiagliada che resulta da la votaziun federala per l'iniziativa da repatriament. La famosa barriera vegn confermada; quai dat da patratgar a tgi che metta pais sin la coesiun confederala. Ma in segund trend vegn adina pli cler: Il contrast tranter pliras citads e lur conturns pli u main ruralis. Lezza gasetta examinescha manidlamain las cifras correspudentas.

Las cifras èn cleras

«Le Temps» commentescha: «Tuts chantuns alemans, dano Basilea-Citad, han acceptà l'iniziativa. En Romandia èsi viceversa: Bunamain tuts chantuns refuseschan l'iniziativa; mo il Vallais di «gea» piz a cup (51,8 %)». La proporziun dals «geas» è clera: FR 48,6 %, GE 44,3, NE 44, JU 42,7, VD 41,8. Ma i dat anc dapli: «La Svizra alemana suonda la pps, dentant senza las citads. I dat en egl che lezzas sbittan l'iniziativa. Sin la charta ves'ins ils flatgs da quellas che sa dostan: Turitg (64,5 %), Winterthur (65,1), Baden (61,4), Berna (69,9), Lucerna (57), Basilea (57,1), [S. Gagl (56)] e Soloturn (62,7) (...). Las vischnancas romandas che din ,gea' al text da la pps èn quellas da la retroterra, il pli savens pitschnas ed orientadas vers activitads ruralas (...). Moudon, citad da lavurers cun blers esters, di ,na' (...). Il Vallais è partì tranter sia part romanda (tendenza ,na') e l'alemana (tendenza ,gea')». Ma la charta da la votaziun mussa che la vischnanca turistica da Binn, alemana, ha ditg «na». Là san ins ch'ils plis esters bratgan e che «lur deliquenza n'è betg uschè ferma sco quai che la pps di». «Le Temps» concluda cun in paradox: «La Svizra che di ,gea' al repatriament dals criminals esters è quella cun pouca populaziun estra e pouca deliquenza estra.» Ma questa constataziun na fa betg stim dal «gea» tessinai, mesolcinai e puschlavin. Qua ston ins far endament l'uscheditg turissem criminal da derivanza taliana. La charta da «Le Temps» mussa che Bourg-Saint-Pierre/VS, al cunfin dal Grond Son Bernard e da sia galaria, ha clemain acceptà l'iniziativa.

La minoritad cumporta la varietad culturala

La realitad essenziala, confermada da la votaziun, è la persistenza da la famosa barriera. «Un fossé au coeur de la nation»: Uschia la lingia grossa da Chantal Tauxe, vicedactura da «L'Hebdo» (Losanna), gia en il numer dals 25 da november (p. 22):

«In sondagi dal ,Sonntags-Blick' dumandava: ,La Svizra dombra 22 % d'esters. È questa proporziun memia auta?'. 50 % dals Alemans han ditg ,gea', entant che 76 % dals Romands na s'agitentan betg. Mo 20 % dals Romands confessan in malesser (...). Dapi quaranta onns vusch'ins pli u main mintga dus onns en connex direct u indirect cun la dumonda dals esters. Ils Romands sa mussan regularmain pli averts. Quai è tant pli remartgabel ch'ì vivan cun ina proporziun pli auta d'esters. Viceversa pon ins constatar ch'ìls Alemans teman la preschientscha da lezs era sch'els sez beneventan paucs – pli paucs che 10 % ad Uri ed Appenzell dadens, dus chantuns che palentan cun vehemenza lur tema da ,tschels'.» La votaziun dals 28 da november ha confermà questa constataziun cun 65,7 % (AI) e 61,3 % (UR) da «geas». L'autura punctuescha plinavant: «La pli auta proporziun da populaziun estra ha Genevra (35,7 %); suenter vegnan Basilea (31,6) ed il Vad. La Romandia dumbra var 20 % da la populaziun, ma cun 30 % dals esters. Co declarar in tal foss amez la naziun? Segir cun il pais da l'istorgia, l'accoglientscha dals ughenots dapi tschientaners a Genevra, il Vad e Neuchâtel.» Igl è bun da far endament l'atgna istorgia dals chantuns romands, betg mo la tradiziun refurmada da lezs trais, mabain era la catolica dal Giura, cun ses prinzis uestgts tudestgs, e la bilinguitad tradiziunala dals conturns da Friburg, citad svizra dapi 1481 sco Soloturn. Chantal Tauxe concluda: «Igl è in paradox ch'ìls Romands, minoritars en lur agen pajais, obligads da sa suttametter ad outra glied (,se soumettre à l'altérité'), na teman uschè blier la varietad culturala sco che la majoritad alemana la tema.» Ils 29 da november scriva Philippe Bach en l'editorial da «Le Courrier» (Genevra), p. 1: «Las citads romandas han fatg ina campagna voluntara, cun paucs mezs, encunter l'iniziativa; là è il ,na' stà pli ferm (...). Nus stuain ristgar la dumonda: Tgeninas èn nossas valurs fundamentalas?»

GUIU SOBIELA-CAANITZ
La Quotidiana, 8 da december 2010

Helvetismus 250 Jahre später als Leitstern

Eine Motion im Nationalrat möchte im Jahre 2012 den 300. Jahrestag der zweiten Schlacht von Villmergen und den 250. Jahrestag der Gründung der Helvetischen Gesellschaft zu seinem besinnlichen Anlass eidgenössischen Gedenkens werden lassen. Der zweite Villmergerkrieg als letzter eigentlicher Religionskrieg zwischen Eidgenossen und die wegweisende Botschaft der Helvetischen Gesellschaft, die – der Aufklärung verpflichtet – für ein überkonfessionelles, tolerantes und Religionsfrieden stiftendes Gemeinwesen eintrat, sollen zum Gegenstand aktueller Nachdenklichkeit über den Umgang mit Andersgläubigen genommen werden.

Die Motion ist bemerkenswerterweise von Nationalräten aller Parteien, insbesondere von den Präsidenten der SPS, der Grünen Partei, der CVP, der FDP und der BDP, unterzeichnet. Ihr Urheber aber ist der grüne Nationalrat, Historiker und Armeeabschaffer Jo Lang. Hier endet allerdings auf Präsidentenebene die Überparteilichkeit; der Präsident der SVP wurde gar nicht erst um seine Unterschrift gebeten. Denn der Urheber will die Motion unter anderem gegen Versuche richten, die christliche Überlieferung der Schweiz zum Ausgrenzen Andersgläubiger zu instrumentalisieren.

Der Rückgriff auf das Gedankengut der Aufklärung und damit der Helvetiker käme indessen auch aus unpolemischer Sicht zur rechten Zeit. Denn die Broschüre nordostschweizerischer Mitglieder der NHG/TS zur Problematik des Minarettbau-Verbots hält ihrerseits fest, dass wichtige Errungenschaften aufgeklärter Rechtsstaatlichkeit bei uns noch ungenügend verankert seien.

Das 250. Jahr seit der Gründung unserer Vorgängerin, der Helvetischen Gesellschaft, fällt zwar eigentlich auf 2011. Das wäre freilich etwas knapp, um grosses Gedenken aufzubauen. 1762 ist diese Gesellschaft hingegen an ihrer zweiten Schinznacher Tagung in die anschliessend gültige Form mit tragendem Inhalt gegossen worden. Sei's drum, das Andenken deshalb 2012 zu begehen. Was wird die NHG/TS dazu tun? Sie sollte den ideellen „Revival“ wahrhaftig nicht den politischen Parteien allein überlassen! Und 2014 wird die NHG selber hundert Jahre alt. Die Herausgabe eines Buches, wie sie sie 1998 zur Erinnerung an die völkerrechtliche Anerkennung der eidgenössischen Unabhängigkeit von 1648, an die Helvetik von 1798, an das Schaffen des Bundesstaates von 1848 und zum Überlegen der europäischen Perspektiven von 1998 vorgenommen hat, ist nur eine der möglichen Arten, sich zu vergegenwärtigen, was uns die vor 250 Jahren formulierten Anliegen auch heute noch bedeuten müssen. Also: Ideen her und an die Arbeit!

Roberto Bernhard

Minarettbau-Verbot: Folgen durchleuchtet

Ende 2010 ist eine Studie von 40 Seiten druckfertig geworden und trägt den Titel „Minarettbau-Verbot: Erreichtes Ziel oder neue Problemquelle?“ Sie ist von den Initianten ausdrücklich auf das 95. Jahr der NHG/TS Winterthur bezogen.

Das am 29. November 2009 von Volk und Ständen beschlossene Minarettbau-Verbot hat Mitglieder aus vier Gruppen der NHG/TS besorgt gemacht. Sie haben die nordostschweizerische NHG-Arbeitsgruppe, die bereits zweimal unter dem Namen „Direkte Demokratie“ bzw. „Demokratiereform“ (siehe NHG-Jahrbücher 1994/95 und 2004/05) tätig geworden war, unter der Bezeichnung „Demokratie und Rechtsstaat“ wieder akti-

viert. Sie hat die erwähnte Studie in etwa einjährigem Bemühen erarbeitet. Zugleich hat sie die Drucklegung und den Versand eines guten halben Tausends hievon finanziell sichergestellt. Die NHG/TS Winterthur hat den Versand an alle ihre Mitglieder beschlossen. Die Arbeitsgruppe bedient auch alle Bundesparlamentarier damit. Sie hat sich bemüht, eine objektive Darstellung der sich aus dem neuen Verfassungsartikel er-

gebenden rechtlichen und politischen Probleme zu geben, und zwar in helvetischem Geiste und überzeugt, dass solche freiwillige Milizarbeit von Staatsbürgern unabdingbar ist.

Der Inhalt der Studie

Die Broschüre gibt eine Übersicht über die Situation, verdeutlicht die Problematik und sucht nach Lösungen dafür. Sie erachtet die neue Verfassungsnorm als ernst zu nehmendes Signal, das Bedenken über die Flut des Neuen, Fremden und Islamischen offenbart. Die Norm ist als Teil der Verfassung nicht verfassungswidrig, weicht aber von den sonstigen Verfassungswerten ab. Dabei achtet sie nicht auf heute den Staaten international gesetzte rechtliche Rahmen. So verstösst sie wohl gegen die Europäische Menschenrechts-Konvention und den Internationalen Pakt über bürgerliche und politische Rechte. Dies kann die Schweiz verurteilende Folgen nach sich ziehen. Denselben kann die Schweiz schwerlich durch Kündigung grundrechtlicher Verträge des Völkerrechts entgehen, weil sie durch eine solche aussenpolitisch ins Abseits verbannt würde.

Das Studium rigoroser Vorprüfungen immer häufiger zu Rechtskollisionen führender Volksinitiativen drängt sich nunmehr auf. Auch sind rechtskompatible Gegenvorschlä-

ge nötiger denn je. Aber auch konsequente Integrationsmassnahmen mit Sanktionen sollten Einwanderer mit unseren Werten kompatibel machen. Diese Werte müssen indessen jedermann besser vermittelt werden. Denn das freiheitlich-rechtsstaatliche Erbe der Aufklärung und die rechtsstaatlichen Errungenschaften seit dem II. Weltkrieg sind offensichtlich noch nicht bzw. nicht mehr Gemeingut. Selektive Immigrations-Zulassung kommt indessen ebenfalls in Frage. Dabei ist jedoch zu beachten, dass dies mit der EU-Personenfreizügigkeit kollidieren kann und dass das Asylrecht unserer humanitären Überlieferung nicht beschädigt wird. Sehr beachtlich ist auch ein Vorschlag zu einem Verfassungsartikel, der für Respektierung der Grundrechte durch die Religionsgemeinschaften, nicht aggressives Verhalten derselben und Toleranz sorgen soll. All dies läuft auf eine Neuausrichtung von Volkswille und Recht, aber auch der Einbindung des Landes in die Völkergemeinschaft hinaus. Ebenso ist an ein Wiederverstehen-Lernen der unabdingbaren Wertvorstellungen und der Gesprächsfähigkeit zu denken. – Die Herausgeber erlauben ausdrücklich, ihren Text unter Quellenangabe zu kopieren.

Roberto Bernhard

Politische Polarisierung in Europa und die bürgerliche Mitte

Jahresveranstaltung der Schweizerischen Helsinki Vereinigung am 25. Januar 2011 in der Aula der Universität Zürich

Die Schweizerische Helsinki Vereinigung (SHV), nach der Unterzeichnung der Schlussakte der KSZE 1975 in Helsinki im Februar 1977 gegründet, befasst sich traditionell mit Demokratie, Rechtsstaatlichkeit und Menschenrechten in Ost- und Südosteuropa. An ihrer Jahrestagung nimmt sie regelmässig Themen auf, die den ganzen europäischen Raum und somit auch die Schweiz betreffen. In den letzten Jahren diskutierte sie etwa über Terrorismus und Menschenrechte, internationalen Menschenhandel, internationale Strafgerichtsbarkeit und Menschenrechte. Im November 2009 stand die Wende von 1989 im Mittelpunkt. Mit dem Weihbischof von Prag, Václav Malý, einem wichtigen Weggefährten von Václav Havel, sowie Politikern und Ex-

perten aus der Schweiz untersuchte die SHV, wie es zur Wende kam, was sie bewirkt hat und wie die Zukunft Europas einzuschätzen ist. Das Fazit war schon damals, dass der Enthusiasmus von 1989/90 in den folgenden Jahren, geprägt von Konflikten und Krisen, zunehmender Skepsis und damit einem nüchternen Realismus gewichen ist. Allerdings wurden darüber hinaus mit terroristischen Attacken, wirtschaftlichen und ökologischen Krisen seit Beginn des 21. Jahrhunderts in der Bevölkerung auch in zunehmendem Masse Zukunftsängste und damit ein erhöhtes Sicherheitsbedürfnis geweckt. In zahlreichen europäischen Ländern nimmt die politische Polarisierung zu und bringt für die bürgerliche Mitte Herausforderungen, auf die sie nicht auf Anhieb die richtigen Antworten findet. Dieses Phä-

nomen zeichnet sich auch in der Schweiz ab.

So hat die SHV ihre diesjährige Jahresveranstaltung dem Thema „Politische Polarisierung in Europa und die bürgerliche Mitte“ gewidmet. Als Hauptreferenten konnte sie Werner van Gent, den bekannten niederländisch-schweizerischen Korrespondenten von SF DRS gewinnen, der einen klaren, unbestechlichen Blick auf die Welt hat und gleichzeitig unserem Land sehr verbunden ist. An der anschliessenden Diskussion unter der Moderation von Hanspeter Spörri, ehem. Chefredaktor des „Bund“, nahmen schweizerische Politiker und Experten teil, nämlich Nationalrätin Barbara Schmid-Federer, CVP Zürich, Prof. Dr. Gilbert Casasus, Universität Freiburg i.U.E., Prof. Dr. Daniel Thürer, Universität Zürich, und a.Nationalrat Dr. Hans Widmer, SP Luzern.

Der 25. Januar 2011 fiel zusammen mit dem Beginn des Aufstandes in Tunesien, der bekanntlich Bewegung in den ganzen Nahen Osten brachte. Mit einem Korrespondenten vom Format Werner van Gents erweiterte sich somit der Horizont des Themas für einen Moment in den ganzen Mittelmeerraum. Mit Recht hob van Gent gleich zu Beginn hervor, dass bei allen politischen Veränderungen der Rechtsstaat im Zentrum stehe. Auf ihm gründe die Demokratie und nicht umgekehrt. Würden sich alle an diesen Grundsatz halten, müsste es nicht zur Polarisierung kommen, wie wir sie heute bis in den Nahen Osten und sogar im Iran erfahren, wo sie noch viel gefährlichere Konsequenzen hat. Zur politischen Polarisierung steuern heute auch die Medien bei; man denke nur in der Schweiz an die „Arena“, die wenig Zeit für differenzierte Analysen lasse und plakative Beiträge einfordere, die aber jede Woche von einem grossen Bevölkerungskreis am Bildschirm verfolgt werden, also meinungsbildend sind. Auch Korrespondenten seien von den Redaktionen gefordert, „starke Bilder und Geschichten“ zu bringen, die Probleme mediengerecht „zu bewirtschaften“. Deutlich werde dies, so van Gent, etwa im Nahen Osten oder in Zypern, wo keine der Parteien wirklich an einer Lösung interessiert sei. Die dort ausgetragenen Konflikte betreffen aber auch Europa, das seinerseits auf Konfliktlösungen insistiere und je nach politischer Überzeugung einzugreifen versuche. Vermehrt sollten die Medien als „Frühwarnsystem“ wirken, was aber weder in Tunesien noch etwa bei der massiven Verschuldung Griechenlands gespielt habe. Nicht die

Polarisierung der politischen Meinungen auf festgefahrenen Pfaden, sondern die Suche nach innovativen Alternativen zur Lösung der Probleme führe letztlich zum Ziel. Und hier sei das ganze Spektrum der Akteure in der Demokratie aufgerufen, sich am Aufbau – oder Wiederaufbau – eines Landes zu beteiligen.

In der Diskussion war man sich einig, dass die Tendenz zur politischen Polarisierung in ganz Europa weit verbreitet ist und sich in den letzten Jahren akzentuiert hat, wie zahlreiche Wahlergebnisse zeigen. Auf die neuen Erscheinungsformen von Konflikten und Krisen, die die Menschen verunsichern, haben die traditionellen bürgerlich-christlichen und sozialdemokratischen Parteien noch keine überzeugenden Antworten gefunden. Sie halten an teils überholten Grundsätzen fest und meiden die heute unerlässlichen Grundsatzdebatten. Populistische Parteien und Bewegungen mit leicht verständlichen Slogans und einfachen Lösungsangeboten gewinnen an Attraktivität.

In der Schweiz nimmt die Polarisierung der politischen Ansichten zwischen Links und Rechts ebenfalls zu. Aber der Kern des Problems scheint die in der Vergangenheit staatstragende Mitte zu sein, die heute zwischen den beiden Polen laviert, statt selber sach- und zeitgerechte Alternativen zu entwickeln. Damit verliert sie Wähler und kann den geforderten ausgleichenden Einfluss nicht mehr ausüben. Niemand bestreitet, dass kontradiktorische Debatten nötig sind, um zu Ergebnissen zu gelangen. In der Vergangenheit wurde immer schon hart diskutiert und um die besten Lösungen für unser Land und die in ihm lebenden Menschen gerungen. Über viele Jahrzehnte wurde eine politische Streitkultur entwickelt, die bei Sachfragen über alle Gegensätze hinweg mit dem nötigen Respekt vor den Andersdenkenden gemeinsam nach Kompromissen und damit nach tragbaren und zukunftsgerichteten Lösungen sucht, die von allen mitgetragen werden können. Voraussetzung ist, dass der „Gegner“ nicht zum „Feind“ degradiert werden darf. Man kann sich mit Fug überlegen, ob das heute noch so ist oder ob die grossen Fragen unserer Zeit vor lauter Taktieren auf der Strecke bleiben. Die Demokratie ist zu einem Schlagwort geworden, und man muss prüfen, welcher Stellenwert ihr heute in der politischen Diskussion zukommt. Dient sie weiterhin dem Schutz unserer Grundfreiheiten und Grundwerte, der Rechtsstaatlichkeit und den Menschenrechten oder wird sie

diesen übergeordnet mit dem Risiko, sie mit entsprechenden Volksentscheiden allenfalls in Frage zu stellen?

Die letzten drei bis vier Volksabstimmungen werfen prinzipielle Fragen nach dem Stellenwert von Demokratie, Rechtsstaatlichkeit und Menschenrechten, den drei Säulen jedes modernen Rechtsstaates, auf. Wie schon Werner van Gent in seiner Einführung, betonte auch die Diskussionsrunde, dass die Rechtsstaatlichkeit der Demokratie übergeordnet ist. Sie ist Garant für die Rechtssicherheit, d.h. die Demokratie muss sich innerhalb der Grundsätze des Rechtsstaates bewegen und kann diese Grundsätze nicht ritzen oder gar in Frage stellen. Dazu gehören auch grundlegende völkerrechtliche Verpflichtungen, u.a. die Europäische Menschenrechtskonvention des Europarates. Die letzten Abstimmungen haben gezeigt, dass insbesondere das Initiativrecht revisionsbedürftig ist. In der jetzigen politischen Kultur ist es indessen schwierig,

den ganzen Politapparat für eine solche Änderung der Bundesverfassung zu mobilisieren und der Öffentlichkeit deren Notwendigkeit zu kommunizieren. Es müssen Alternativen gesucht werden. Ein Vorschlag ist die Bildung einer „Bürgerkommission“ mit der klar umschriebenen Aufgabe, die Initiativtexte auf ihre Vereinbarkeit mit den Grundsätzen der Rechtsstaatlichkeit und völkerrechtlichen Verträgen wie der Menschenrechtskonvention zu prüfen.

*Dr. iur. Marianne von Grünigen
Vorstandsmitglied*

« La Suisse et le droit international public - Folie à deux ou liaison dangereuse ? »

Résumé de l'exposé de l'Ambassadeur Valentin Zellweger, directeur de la Division du Droit international public, DFAE, devant le Groupe de Genève

Au cœur du thème que vous m'avez proposé de traiter, on trouve la relation, complexe, du droit international public avec le droit national. Ces deux ordres juridiques interagissent véritablement et ont, chacun, leurs forces et leurs faiblesses.

Après quelques réflexions générales sur le rôle et l'importance du droit international, je souhaiterais mettre l'accent sur deux problèmes centraux de cette relation : la question de la primauté du droit international et les difficultés que font naître les initiatives populaires qui sont contraires aux obligations internationales de la Suisse.

Tout d'abord, il convient de rappeler que le droit international et le droit national remplissent des fonctions différentes : le premier s'occupe des relations entre Etats ; le second régit les rapports internes à un Etat, c'est-à-dire les relations entre individus ou entre la puissance publique et une personne déterminée.

Nous avons pris l'habitude, aujourd'hui, de ne plus nous demander pourquoi une lettre envoyée à l'étranger parvient à son destinataire et pourquoi les avions volent dans

le monde entier sans collisions ou autres catastrophes régulières. Nous ne nous demandons pas plus pourquoi les gouvernements, à l'heure actuelle, cherchent à réduire leurs armements (stratégiques) ensemble et non pas de manière individuelle. Enfin, comme en témoigne le récent sommet de Cancun, nous ne nous étonnons pas que les Etats s'efforcent, en commun, de protéger l'environnement. Tout cela est possible grâce à des accords entre Etats, c'est-à-dire grâce au droit international. Par ailleurs, il faut également préciser que le droit international public est et demeure premièrement un droit de coordination entre Etats. Ainsi, il règle par exemple le commerce mondial, le système international des transports ou encore les transferts d'énergie. Pour la Suisse, ces normes sont cardinales pour la garantie de notre sécurité et de notre bien-être général. En conséquence, il n'y a pas de doute qu'il est dans l'intérêt de la Suisse que ce soit la puissance du droit qui prime au niveau international et non pas le droit des puissants, c'est-à-dire celui des plus grands et des plus forts. En effet, notre économie d'exportations de même que notre place fi-

nancière et industrielle dépendent de l'existence et, surtout, du respect de normes de droit international claires et durables.

Au fil du temps, le droit international a commencé à également avoir une influence directe sur les individus. Les Suisses ont été particulièrement impliqués dans cette évolution lorsqu' Henry Dunant, pour ne mentionner qu'un exemple bien connu à Genève, s'est engagé avec succès pour le respect de standards minimaux en temps de guerre. Le CICR et le droit international humanitaire – qui a pour but de protéger l'individu lors de conflits – sont directement issus de ce souci de l'Homme avec un H majuscule (« Mensch » en allemand). Aujourd'hui, il est assez élogieux pour Genève de savoir qu'on surnomme ce droit essentiel à la protection de la dignité humaine «droit genevois» sur l'ensemble de la planète !

Parce que la Suisse a très tôt saisi qu'elle avait des intérêts fondamentaux à ce qu'émerge un système de droit international efficace, elle s'est, dès le début, montrée ouverte envers ce dernier. Le monisme, pratiqué depuis toujours par la Confédération, constitue l'expression de cette ouverture : le droit international vaut directement en Suisse. En d'autres termes, il n'est pas nécessaire de transformer le droit international en droit national et la situation est donc diamétralement opposée à celle qui prévaut avant tout dans les anciennes monarchies ; en effet, dans ces dernières, le dualisme s'est imposé de façon générale, pour des raisons historiques et afin de protéger les prérogatives législatives du parlement contre d'éventuelles ingérences du roi. De toute évidence, cela n'a jamais été nécessaire en Suisse...

En outre, des mécanismes uniques ont très rapidement vu le jour en Suisse pour protéger les droits populaires aussi dans le domaine des relations étrangères. Le référendum portant sur les traités internationaux a, par exemple, été institué au lendemain de la Première Guerre mondiale déjà, en 1921 pour être tout à fait précis. Le système actuel garantit, pour sa part, que le peuple participe avec la même intensité à la création du droit international qu'à celle du droit national. De la sorte, le processus législatif interne et le processus de création du droit international bénéficient d'une légitimité démocratique semblable. Il n'est donc d'aucune façon exagéré de parler, en la matière, de parallélisme complet.

Il va de soi que ce qui vaut pour les rapports entre droit international et droit national est également applicable aux liens entre droit suisse et droit de l'Union européenne. En effet, même si le droit européen est formé selon un processus législatif propre et qu'il dépasse aujourd'hui allègrement le stade du droit international classique, les relations juridiques entre la Suisse, non membre, et l'Union demeurent soumises exclusivement au droit international public, et non pas à une logique juridique interne.

Je désirerais maintenant traiter de la question de la primauté du droit international dans l'ordre juridique suisse. Il va de soi que les traités internationaux doivent de façon générale – comme tout traité ou contrat – être respectés. En effet, la célèbre maxime « pacta sunt servanda » s'applique également à leur endroit.

Ainsi, il convient de rappeler que le principe de la primauté du droit international est aussi accepté en Suisse. Il peut uniquement être dérogé à ce principe lorsque le Parlement le prévoit sciemment et volontairement dans une loi ; on parle en l'espèce de la pratique « Schubert » qui a été développée par le Tribunal fédéral en 1973 déjà. Cette pratique est née lors d'un litige concernant l'achat d'une parcelle, au Tessin, par un citoyen autrichien répondant au nom de Schubert. En effet, les autorités tessiennes ont estimé, en se basant sur un arrêt fédéral de 1970, que pareil achat nécessitait une autorisation. M. Schubert, pour sa part, a invoqué l'existence d'un traité bilatéral de 1875 entre la Suisse et l'Empire austro-hongrois qui était toujours en vigueur dans les années 1970. Selon ce dernier, les citoyens autrichiens devaient bénéficier du même traitement que les Suisses en Suisse et vice-versa, notamment en matière de ventes et d'achats de parcelles ou de propriétés. C'est dans ce contexte que le Tribunal fédéral a estimé qu'une norme interne s'impose face à une obligation internationale lorsque le Parlement l'a souhaité volontairement. L'on se trouve donc en présence d'une exception au principe de la primauté du droit international inscrit à l'art. 5 de la Constitution fédérale qui stipule que : « La Confédération et les cantons respectent le droit international ».

Dans les faits, le Parlement a cependant recouru très rarement à cette exception pour

imposer ses vues en contradiction avec le droit international. De plus, il vaut la peine de relever que c'est le Tribunal fédéral lui-même qui a, après 1973, assoupli la pratique « Schubert » afin de favoriser la protection des droits de l'homme tels que garantis à l'échelon international. Depuis cet assouplissement, le Parlement n'a plus la possibilité de légiférer de manière contraire aux obligations fondamentales de la Suisse en matière de droits fondamentaux, même si tel est son désir. Ces obligations internationales priment donc également des lois fédérales postérieures.

Enfin, il convient de relever que le devoir de respect du droit international de l'art. 5 de la Constitution est volontairement formulé de manière moins forte que la règle concernant les rapports entre le droit fédéral et le droit des Cantons. En effet, cette règle précise explicitement que le droit fédéral « prime » le droit cantonal (en allemand « geht... vor »). Ainsi, il est intéressant de relever que l'art. 5 de la Constitution ancre le respect du droit international dans la Constitution sans pour autant le transformer en « tyran de l'ordre juridique ».

Je souhaiterais également attirer votre attention sur une autre exception au principe de la primauté du droit international : les normes constitutionnelles adoptées postérieurement à des obligations internationales priment ces dernières. Personne ne remet en cause cette affirmation. Cela signifie concrètement que l'acceptation par le peuple et les cantons d'une initiative populaire contraire au droit international peut avoir pour conséquence que la Suisse doive violer ses obligations de droit international. Malgré les débats animés lors des votations sur l'interdiction des minarets et sur le renvoi des étrangers criminels, il s'agit de relativiser un peu le caractère central de cette thématique. En effet, le nombre d'initiatives populaires contraires au droit international est relativement modeste à ce jour.

De plus, si des contradictions se font néanmoins jour, des mécanismes ayant fait leurs preuves existent pour permettre de concilier la volonté populaire et les obligations internationales ; l'interprétation conforme au droit international constitue un de ces mécanismes ; la Suisse peut également agir au niveau international en modifiant ses obligations par le biais de nouvelles négociations ou en dénonçant les traités concernés. Dans le passé, de telles mesures ont permis de trouver des solutions dans la

majorité des cas et de concilier les différentes obligations de la Suisse.

Ces réflexions faites, une question centrale demeure néanmoins ouverte : que faire des initiatives populaires qui ne peuvent être conciliées avec les obligations internationales de la Suisse au moyen des mécanismes que je viens de vous présenter ?

Il existe plusieurs manières d'aborder de telles initiatives. L'on pourrait par exemple, comme cela a été proposé par un professeur de Zurich, préciser dans la Constitution que les « dispositions du droit international (...) qui sont d'importance vitale pour la Suisse » constituent des causes d'invalidation d'initiatives populaires. Une autre possibilité serait de prévoir que le respect des normes protégeant les droits de l'homme à un niveau international soit une condition de validité des initiatives (populaires).

Tandis que nous réfléchissons aux interactions entre droit international et droit national, il vaut la peine de souligner que ni l'un ni l'autre n'ont le monopole sur la protection des droits fondamentaux. A l'inverse, ces droits sont fréquemment garantis par notre Constitution et par des traités internationaux. De plus, les deux niveaux de protection se recouvrent largement. Ainsi, la liberté d'expression, le droit à la vie ou encore la liberté de religion sont protégés, parmi de nombreux autres droits, et par la Constitution suisse et par la Convention européenne des droits de l'homme.

Conscient de ces évolutions, l'on pourrait également imaginer que le droit d'initiative ait des contours moins larges lorsqu'il s'en prend frontalement à l'essence des droits fondamentaux. Laissez-moi m'expliquer : L'essence des droits fondamentaux comprend ce qui constitue la raison même de l'existence des libertés, protégées aujourd'hui aux plans national et international. A ce sujet, il convient de rappeler que cette essence, ou « noyau dur », est protégée par la Constitution suisse elle-même à son article 36. L'Etat et le peuple suisses ont donc décidé que désormais plus aucune atteinte au noyau dur n'est excusable. Et, contrairement à la grammaire française, cette règle ne connaît pas d'exception. Ainsi, initier à tout le moins des réflexions à ce sujet ne me paraîtrait pas hors de propos.

L'on pourrait, alternativement, se demander s'il ne conviendrait pas de tisser des relations nouvelles entre l'initiative populaire

et l'interdiction de la discrimination, également prévue dans notre Constitution. Si je me pose cette question, c'est parce que la Suisse est, plus que jamais, multiculturelle. Genève, tout particulièrement, brille loin à la ronde en raison de sa capacité à attirer des personnalités éminentes de la planète entière. Ces groupes – d'ici ou d'ailleurs – sont particulièrement exposés à la volonté de la majorité et ce n'est pas l'Histoire qui me contredira.

Par ailleurs, à l'heure de réfléchir à ces questions passionnantes qui se trouvent au cœur même de nos institutions, l'on ne peut oublier les récents développements constitutionnels en Suisse. Ainsi, l'interdiction des minarets et le renvoi de criminels étrangers nous obligent, nous autres citoyens, à nous demander quel est l'avenir que nous souhaitons donner à la démocratie directe.

J'en conviens volontiers : la problématique que nous abordons ensemble soulève de nombreuses questions complexes au pos-

sible et qui concernent, directement, notre compréhension de la démocratie et de l'Etat. C'est en raison de son importance cardinale que le Conseil fédéral a publié, l'année dernière, un rapport fouillé sur les relations entre droit international et droit interne ; un rapport complémentaire devrait être publié prochainement. Ce dernier, en proposant diverses pistes de réflexion concrètes, permettra à chacune et à chacun de se forger une opinion personnelle. Par ailleurs, les propositions de ce rapport seront également approfondies et largement discutées dans le cadre des travaux de diverses commissions parlementaires. Le thème, dès lors, retiendra certainement l'attention du public, également en raison des élections fédérales d'octobre, et conduira à un débat soutenu.

*édité, avec l'autorisation du conférencier,
par Corinne de Tschanner – février 2011*

Vous avez dit helvétique ?

C'est un fait connu que lors de la fusion de deux institutions, le choix du nom de la nouvelle entité constitue un sujet particulièrement sensible. On l'a vu encore tout récemment dans le canton de Vaud à l'occasion de la fusion de communes.

Au cours des négociations fin 2005 précédant la fusion de la Nouvelle Société Helvétique et de Rencontres Suisses, le nom de la nouvelle association a fait l'objet d'intenses discussions. Plusieurs membres de la NSH ont laissé entendre que Nouvelle Société Helvétique faisait quelque peu ringard et qu'il fallait donc profiter de la fusion pour trouver un nom plus moderne. Il est vrai que déjà quelques années plus tôt, l'adjectif helvétique avait été critiqué au sein même de la NSH.

Toutefois, au moment de décider de la fusion, les représentants des deux associations concernées ont choisi de reprendre tels quels et d'accoler les deux noms bien connus Nouvelle Société Helvétique et Rencontres Suisses. Ils s'assuraient ainsi que le choix du nom ne fasse pas obstacle à la fusion.

Avec un peu de recul, on peut constater que le maintien du nom de Nouvelle Société Helvétique est moins rétrograde que d'aucuns ne le pensaient. En effet, d'autres que nous, des gens qui se prennent au sérieux et se sentent investis d'une mission assez semblable à celle que historiquement nous pensions assumer, ont choisi Club Helvétique comme nom de guerre pour se faire connaître. Il est d'ailleurs permis de se demander si ce choix est innocent ou si les membres du nouveau club ne cherchent pas à profiter de la réputation dont nous jouissons encore. Pour ma part, j'ai déjà constaté plus d'une fois que le risque de confusion est réel ! Mais toujours est-il qu'en utilisant un nom qui rappelle le nôtre, les membres du Club Helvétique rendent un hommage involontaire à notre institution presque centenaire.

Jean-Claude Hefti

La Svizra e l'Uniun europeica Suententer il viadi da Calmy-Rey a Bruxelles

Nossa presidenta federala e ministra da l'exteriur è gist turnada da la citad dal «Manneken-Pis», nua ch'ella ha discutà las relaziuns tranter la Svizra e l'Uniun europeica (UE) cun trais presidents da questa cuminanza: Il Portugais José Manuel Durão Barroso (cumissium), il Polac Jerzy Karol Buzek (parlament) ed il Flam Herman Van Rompuy (cussegl). Buzek fa part da la minoritad protestanta de Pologna; Van Rompuy è stà primminister d'in stadi renumà tras ses conflicts permanents tranter cuminzanzas linguisticas. Barroso e Buzek èn nashids e creschids si mintgin sut ina dictatura che ha sa midada ad ina democrazia tras in svilup plain tensiuns; il Portugal ha schizunt fatg atras en Africa guerras colonialas che han pir manà 1974 a la «Revoluziun da las neglas». Ils trais presidents che han beneventà Calmy-Rey resumeschan pia il svilup da noss continent en la segunda mesadad dal tschientaner passà, in svilup pli burrascus che quel da la Svizra.

«Missiun bunamain nunpussaiyla»

La «NZZ» dals 9 da schaner resumescha il resultat dals trais raschienis sco suonda: «L'UE fiss pronta da profundar las relaziuns cun la Svizra faschend in sigl da qualitat, ma quai premetta reglas cleras ed omogenas. Perquai èn las dumondas instituziunals uschè impurtantas» (p. 11). «Le Courrier» (Genevra) dal medem di punctuescha: «L'UE pretenda (...) in'adattaziun pli svelta da las cunvegns al svilup da leschas e giurisprudenza da l'UE (...). Barroso è stà fitg cler: Il terz pachet [da cunvegns bilaterals] duai cuntegnair in'impurtanta part fiscal, champ en sasez spinus. I sa tracta da rinforzar la cooperaziun administrativa cunter l'evasiun fiscal, negoziar puspè il patg davart las taglias sin imports spargnads, respectar las normas da l'UE davart las taglias sin fatschentas» (p. 7). La «NZZ» concluda: «Las posiziuns da la Svizra e da l'UE (...) èn fitg lontanias ina da l'otra. L'UE aspira ad instanzas independents e superiuras che controllassan l'interpretaziun da cunvegns, (...) ma da

quai na vul la Svizra savair nagut (...). Calmy-Rey manegia ch'i saja grev da cuntinuar sin la via cuminaivla: , Igl è ina missiun bunamain nunpussaiyla'». Sin quai ha «Le Courrier» publitgà duas intervistas en chaussa, dond il pled ils 9 da favrer ad Astrid Epiney, docenta da dretg europeic (Universitad da Friburg) ed ils 10 a Pascal Gentinetta, schef da l'«economiesuisse».

In impuls e sia refusa

Epiney analysescha la situaziun e recumonda ina via: «L'UE metta anc adina pais sin bunas relaziuns cun Berna, ma ins duai resguardar las relaziuns da pussanza. La Svizra dumbra 7,5 milliuns olmas, l'UE 480 milliuns (...). La Svizra sto probablmain empermetter da surpigliar oramai ils svilups futurs dal dretg europeic tar las cunvegns novas cun questa. I na sa tracta betg da sfurzar la Svizra a surpigliar simplmain las novaziuns da l'UE, mabain da l'infurmar dals svilups dal dretg europeic per ch'ella adattia sias atgnas leschas respectond ils dretgs populars. La differenza n'è forsa betg uschè gronda, ma la formulaziun è tuttina impurtanta (...). La distanza tranter la Svizra e l'UE sminuescha adina dapli. Il dretg europeic determescha u inspira 60 – 80 % da noss dretg naziunal (...). A mai para che la Svizra salvass meglier ses interess faschond part da l'UE: Ella pudess lura cundecider davart acts giuridics ch'ella sto lura tuttina repreneur (...). Ussa stuainsa endirar pressiuns politicas cuntinuadas, per exempel areguard las taglias. Il partenari il pli flavel è adina pregiuditgà (...). Per motivs politics na po la Svizra oz betg vegnir commembra, ma il Spazi economic europeic (SEE) pudess esser la cunvegna da basa che nus basegnain (...). In'adesiun al SEE ans dess la segirtad giuridica che nus tschertgain; (...) lez cumpiglia anc adina la Norvegia ed il Liechtenstein, era sche l'Islanda vegn commembra da l'UE.» Gentinetta perencunter è spir optimissem: «In'adesiun al SEE è esclusa, ma nus pudain trair en consideraziun ina cunvegna da basa.» Co va tut quai vinavant?

DA GUIU SOBIELA-CAANITZ
La Quotidiana, 14 da favrer 2011

Calendrier des prochaines manifestations Veranstaltungskalender

Gruppe Aargau

Di 24.05.11, 18:30 h, Aula Alte Kantonsschule Aarau, « Lobbyismus – eine verkannte Gewalt im Staat?», Viktor Parma, ehem. Bundeshausredaktor, zeigt Ausschnitte aus dem Film „Mais im Bundeshaus“, Podium mit NR Geri Müller (GP), Apéro ab 18 Uhr.

Mi 14.09.11, 18:30 h, Aula Neue Kantonsschule Aarau, « Funktion des Lobbyismus aus der Sicht einer Politikerin und Politologin», NR Pascale Bruderer (SP), sowie « Strategien und Arbeitsweisen der Lobbyisten in der Energiedebatte», Martin Saxer, Axpo, und Gallus Cadonau, Solaragentur, Apéro ab 18h.

Gruppe Winterthur

Sa 27.08.11, Rheinau, Hauptversammlung und Städtchen, Kloster, Insel, separate Einladung folgt.

Di 04.10.11, 20:00 h, Hotel Wartmann, «Die Armee hat kapituliert - die Widerstandsregion 87 Winterthur wird aktiv», Fachoffizier Felix Nöthiger, Leiter Militärgeschichte, Stiftung Kt. Zürich.

Mi 09.11.11, 20:00 h, Hotel Wartmann, «Die Metropolitankonferenz Zürich – ein Modell für die Schweiz? », Dr. Walter Schenkel, Politologe, Geschäftsführer Metropolitan-Konferenz.

Fr 02.12.11, 18:00 h, «Die „Winterthur“ – eine Versicherungsgeschichte», Führung durch das Firmenmuseum mit Herrn Walter G. Elsener, anschliessend Nachtessen

Jahresbericht 2010

Zentralvorstand

Der Vorstand tagte für zwei Vorstandssitzungen in Bern, eine weitere Sitzung fand als Telefonkonferenz statt.

Neu in den Vorstand kooptiert wurden Prof. Rainer Schweizer und Alt-Nationalrat Hans Widmer. Sie brachten 2010 wichtige Inputs in das Gremium ein. Beide schlägt der Vorstand der Delegiertenversammlung zur Wahl vor.

Mitglieder Zentralvorstand

Christiane Langenberger, Présidente

Philippe Lévy, Vice-président

Hans-Günther Radecke, Kassier

Autres membres du comité central / Weitere Mitglieder des Zentralvorstandes

Bernhard Altermatt, Prof. Assistant, Uni FR, **Dr. Paolo Barblan** Geschäftsführer Forum Helvetikum, **Dr. Gerold Brändli**, **Corinne de Tscherner**, **Dr. phil. Georg Kohler**, **Dr. Charles Linsmayer**, **Niklaus Lundsgaard-Hansen**, Zentralpräsident TCS, **Vincent Steck**, **Hans Stöckli**, Nationalrat, **Dr. Marianne von Grünigen**, **Dr. phil. Matthias Wipf**.

Présidentes et présidents des groupes / Präsidentinnen und Präsidenten der Gruppen

Francis Walpen, Président Groupe Genève – **Alec von Graffenried**, Président Gruppe Bern – **Fredy Müller**, Président Gruppe Zürich – **Christophe Wilhelm**, Président Groupe Vaud – **Amiod de Dardel**, Président Groupe neuchâtelois – **Dr. Eric Jakob**, Président Gruppe Region Basel, **Franz Nyffeler**, Président Gruppe Aargau – **Hans-Günther Radecke**, Président Gruppe Graubünden – **Dr. med. Ursula Künsch**, Präsidentin Gruppe Winterthur – **Dr. iur. Raphaël Rohner**, Président Gruppe Schaffhausen

Membre sans vote / Mitglied ohne Stimmrecht Dori Schaer-Born

Veranstaltungen

Am 15. Juni 2010 fand anschliessend an die GV im öffentlichen Teil ein Vortrag statt zum Thema « **Eigene Werte bestätigen - andere Werte entdecken** ». Die Referenten waren Dick Marty, Ständerat und Wolfgang Wörnhard, Präsident UNICEF Schweiz. Der öffentliche Teil wurde gemeinsam mit dem Forum Helveticum veranstaltet.

Die beiden Referenten vermochten das Publikum zu begeistern. Mehr Informationen finden Sie im Rundbrief Nr. 9, Oktober 2010.

Die Herbstveranstaltung vom 5. November war ebenfalls gut besucht. Diskutiert wurde zum Thema „**Ist die (direkte) Demokratie zukunftsfähig? Die Schweiz zwischen nationaler Souveränität und internationalen Verpflichtungen**“ / **Notre démocratie directe a-t-elle encore un avenir ? La Suisse entre souveraineté nationale et obligations internationales**.

Der Vortrag von Prof. Georg Kohler stimmte auf das Thema ein. Die Podiumsdiskussion unter der Leitung von Dr. Pascal Krauthammer, Bundeshausredaktor, Schweizer Radio DRS, vertiefte das Thema. Die Podiumsteilnehmer Prof. Gilbert Casarus, Professeur ordinaire « Etudes européennes », Président du département des sciences historiques, Adrian Hadorn, Alt-Botschafter, Präsident Schweizerische Gesellschaft für Aussenpolitik, Prof. Georg Kohler, Philosophieprofessor und Autor, Olivier Meuwly, docteur en droit de l'Université de Lausanne, adjoint au secrétariat général du Département des finances et des relations extérieures du canton de Vaud sowie Martin Baltisser, Generalsekretär SVP, diskutierten rege.

Wir überlassen ganz bewusst unseren Ortsgruppen das Organisieren von Veranstaltungen und vermeiden so Interessenkonflikte.

Jahresrechnung

Die Rechnung schliesst mit einem Ertragsüberschuss von CHF 30 293.72 ab. Dieses gute Resultat kam dank der Unterstützung des Bundesamtes für Kultur zustande. Wir bedanken uns auch an dieser Stelle für den Beitrag, wohl wissend, dass 2011 die Gelder aufgrund des Sprachengesetzes streng limitiert sind und unsere Mittel in den kommenden Jahren sehr beschränkt ausfallen werden.

« CONT@CT » Bulletin d'information

Wird an unsere 1300 Mitglieder verschickt und erlaubt Allen die Nationalen wie regionalen Aktivitäten des Verbandes zu verfolgen. Wir sind immer an Artikeln interessiert. Deshalb erlauben wir uns auch heute einen Appel an Sie zu richten. Wenn wir ein Think Tank bleiben, ja uns sogar in diese Richtung entwickeln wollen, weil der Besuch von Veranstaltungen nicht attraktiv genug erscheint, dann sind wir auf einen schriftlichen Austausch mehr und mehr angewiesen.

Webseite

Unsere Internetseite Internet « www.dialoguesuisse.ch » wird gut besucht. An dieser Stelle möchte ich Gerold Brändli für seine sehr grosse Arbeit danken und für seine Bemühungen unsere Seite immer neu zu entwickeln gratulieren.

Einladung zur Delegiertenversammlung

und öffentlichem Vortrag mit Podiumsdiskussion
« **Ist die direkte Demokratie käuflich?** »

Mittwoch, 29.Juni 2011, Hotel Bern, Zeughausgasse 9, Bern

Referat Prof. Hanspeter Kriesi, Universität Zèrich

Referat François Cherix, Kommunikationsspezialist und Grossrat Kanton Waadt

Mit anschliessender Podiumsdiskussion zum Thema.

Podiumsteilnehmer

- **Prof. Hanspeter Kriesi**, Direktor des „NCCR-Democracy“
- **Dr. Regula Stämpfli**, Politikberaterin mit Fachgebieten politische Kommunikation, Lobbying und Campaigning
- **Urs Rellstab**, CEO von Burson-Marsteller Schweiz, eine in der Schweiz führende Unternehmung für Public Relations und Kommunikation
- **François Cherix**, Kommunikationsspezialist, Grossrat VD

Leitung:

- **Michel Guillaume**, **Bundeshausredaktor** der Wochenzeitung L'Hebdo

17.15 bis 18.15 Uhr: Delegiertenversammlung

18.15 Uhr: Öffentlicher Teil (Referat und Podiumsdiskussion)

Traktanden:

1. Begrüssung und Mitteilungen
2. Wahl der Stimmzähler
3. Protokoll Delegiertenversammlung 15. Juni 2010 (liegt auf)
4. Jahresbericht 2010 (siehe vorgängige Seite)
 - Genehmigung
5. Jahresrechnung 2010 (liegt auf)
 - Revisorenbericht
 - Genehmigung
6. Budget 2011
7. Wahlen in den Vorstand: Hans Widmer, Alt-Nationalrat, Prof. Rainer Schweizer
8. Neuigkeiten aus den Gruppen
9. Jahresprogramm
10. Varia

Adresse pour retours

Rücksendeadresse:

Neue Helvetische Gesellschaft- Treffpunkt Schweiz - Rencontres Suisses - Nouvelle Société
Hélvétique - Netzwerk Müllerhaus - Bleicherain 7 - 5600 Lenzburg 1 - Fon 062 888 01 15 -
Fax 062 888 01 01 - info@rsnsh.ch - www.dialoguesuisse.ch